

D 876 NICARAGUA: INTERVIEW DE FERNANDO CARDENAL

Parmi les nombreux problèmes auxquels doit faire face le pays, la querelle sur la présence de prêtres au gouvernement continue de diviser les milieux catholiques. Après avoir atteint un premier point de rupture en 1981 (cf. DIAL D 720), la polémique politico-religieuse a repris de plus belle l'année suivante (cf. DIAL D 798). On sait ce qu'il en a été du passage du pape à Managua (cf. DIAL D 848 et 862).

En exclusivité, nous reproduisons ci-dessous un extrait d'une interview de Fernando Cardenal, jésuite et vice-directeur de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet. Moins connu que son frère Ernesto, l'actuel ministre de la culture, Fernando n'en est pas moins la personnalité la plus influente des milieux catholiques impliqués dans l'insurrection contre Somoza.

Les "bonnes feuilles" publiées ici sont tirées du livre "PRÊTRES AU GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN" (titre sous réserve), à paraître prochainement aux Editions Karthala à Paris. Ce livre rassemble les interviews exclusives de Fernando Cardenal, Miguel d'Escoto et Ernesto Cardenal, interviews recueillies par Teófilo Cabestrero.

Note DIAL

EXTRAIT EN BONNES FEUILLES  
DE "PRÊTRES AU GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN"

(...)

- Pourquoi vous, les prêtres, n'avez-vous pas abandonné l'action politique après la victoire de la révolution?

- Parce que nous voyions que le combat ne se terminait pas avec la victoire. Il entraît au contraire dans une étape décisive, qui s'annonçait très difficile. Le tyran et sa garde étant tombés, il fallait reconstruire et se lancer dans la transformation profonde de l'ensemble du système et de ses structures. C'était le début du processus de changement qui allait permettre d'améliorer les conditions de vie du peuple pauvre. Il nous semblait que nous étions tous nécessaires pour entreprendre cette tâche et que nous ne serions pas de trop pour la mener à bien. Les responsabilités que nous allions avoir nous apparaissaient comme parfaitement cohérentes et conformes à notre condition de religieux et de prêtres.

Avec la victoire sur Somoza, nous estimions que notre engagement envers le peuple n'était pas terminé. Il prenait au contraire plus d'importance et de force; il s'approfondissait. Le nouveau projet pour le peuple avait besoin d'être soutenu car il était très fragile, en butte aux attaques de for-

ces puissantes, alors qu'il était nécessaire puisqu'il relevait de la cause de la justice. Le soutenir ne voulait pas dire participer au pouvoir à titre de privilège; cela signifiait plutôt donner aux pauvres la possibilité d'avoir le pouvoir.

Nous devons continuer le combat pour l'homme nouveau dans ce nouveau projet de société, en y affirmant les valeurs chrétiennes et ecclésiastiques. Nous nous trouvions devant le fait inédit que, pour la première fois dans l'histoire, une révolution socialiste originale n'était ni antichrétienne ni anticléricale; le christianisme et l'Eglise n'avaient été ni étrangers ni opposés à une révolution de ce type. Cette possibilité historique était fragile et menacée; elle pouvait facilement avorter, ce qu'il fallait à tout prix éviter. Voilà pourquoi nous avons mis nos compétences à son service pour la nouvelle étape qui commençait.

- Bien des personnes qui ont vu d'un bon oeil la participation de prêtres, comme toi et les autres, au combat contre Somoza, risquent aujourd'hui de la voir d'un mauvais oeil parce que, disent-ils, le Front sandiniste a trahi le programme initial de la révolution populaire.

- Il est très facile de montrer que le projet et le programme sandinistes, soutenus par de nombreux pays en Amérique latine et en Europe pendant la lutte contre le gouvernement somoziste, restent en substance inchangés jusqu'à maintenant. Les objectifs et les valeurs fondamentales qui ont permis l'union de tant de gens dans ce pays, et de toutes les classes sociales, pour la lutte contre la dictature somoziste, ces objectifs et ces valeurs restent les mêmes.

Les éléments essentiels et inédits du changement en cours sont toujours là. Ce qui a changé, ce n'est pas le programme du Front sandiniste; c'est le fait que tous les secteurs sociaux du Nicaragua s'étaient unis à l'époque de la lutte anti-somoziste pour lutter contre le dictateur. Les riches aussi avaient participé au mouvement car, à partir de 1973, au lendemain du tremblement de terre, le général Somoza était devenu leur grand concurrent en affaires. Un concurrent à la voracité insatiable puisqu'il avait accaparé toutes les aides au bénéfice de ses propres affaires, lesquelles ont alors fait concurrence aux affaires du secteur privé. C'est ainsi que le Front sandiniste a réussi à faire participer tous les secteurs sociaux au combat contre Somoza. Mais une fois Somoza tombé avec son armée, et après que le Front sandiniste de libération nationale eût accédé au gouvernement et commencé, avec pondération, à mettre en pratique les réformes nécessaires à la transformation du pays, en faveur des masses pauvres de la population, les riches n'ont pas accepté que ces réformes touchent à leurs poches, même si c'était de façon bien légère et prudente. C'est alors qu'ils ont commencé à s'opposer à la révolution sandiniste et à dire qu'elle avait trahi son programme. En réalité ils ne voulaient qu'un changement de gouvernement, mais pas du système de gouvernement.

Malheureusement il y a aussi des secteurs religieux qui ne se sont pas fait l'écho de la joie pascale du peuple qui venait de terminer son exode et qui commençait à édifier sa terre promise; ils se sont plutôt fait le reflet de la tristesse et de la protestation de ceux qui devaient renoncer à leurs privilèges séculaires pour permettre d'entrer dans une société où tous seraient favorisés.

C'est pour moi très clair. Le Front sandiniste n'a trahi aucun de ses projets initiaux. Ce sont les secteurs riches et les personnes favorables à leurs intérêts qui mettent la révolution en question, non parce qu'elle ne serait plus la révolution élaborée par le Front sandiniste, mais parce qu'elle réalise précisément ce qui a été prévu: transformer le pays, faire la réforme agraire, procéder à une refonte complète des structures de sorte que le Nicaragua devienne un pays où règnent la justice et la fraternité.

- Il y a pourtant conflit dans l'Eglise à propos des fonctions exercées par les prêtres dans la révolution, un conflit au plus haut niveau hiérarchique de l'Eglise. En juin 1981, les évêques de Nicaragua ont publiquement sommé les prêtres d'abandonner leurs postes gouvernementaux, sous peine de sanctions. Le Vatican a fait preuve de modération et vous avez eu l'autorisation de continuer vos fonctions à condition de renoncer à l'exercice du sacerdoce. A l'occasion du voyage du pape, le sujet est revenu au premier plan. On dit que le Vatican a fait pression pour que vous abandonniez vos responsabilités gouvernementales. On dit que le P. Dezza, délégué personnel du pape Jean-Paul II dans les affaires de la Compagnie, a fait preuve d'autorité auprès des jésuites concernés. Comment te situes-tu, Fernando, dans ce conflit?

- Puisque je parle avec toi en toute sincérité, je dois te dire tout ce qui s'est passé en ce domaine depuis 1980. Alors que j'étais dans la croisade d'alphabétisation, on a commencé à nous demander d'abandonner nos responsabilités et le service du peuple dans la révolution. J'ai toujours ressenti ces demandes comme l'expression d'une vision politique des choses. Je ne les ai jamais ressenties comme venant d'une préoccupation vraiment pastorale et évangélique, par souci de nos personnes de prêtres, en faveur de la mission de l'Eglise auprès du peuple ou par préoccupation du royaume de Dieu. Je ne dis pas que ces motivations n'existaient pas. Je ne veux juger personne ni préjuger des intentions de quiconque. Je dis seulement que je n'ai jamais eu l'impression d'autre chose qu'une intention politique.

On nous disait que nous devions cesser le travail parce que l'Eglise manquait de prêtres. Quand j'enseignais la philosophie à l'Université nationale de Nicaragua, il me semble qu'il y en avait encore moins; mais on ne s'est alors jamais soucié du fait que je n'avais pas de fonctions paroissiales ni même que je n'avais aucun travail pastoral fixe. Je n'ai jamais vu personne, ni aucun évêque, se préoccuper de ce que dans notre collège il y avait des prêtres qui passaient leur temps à enseigner les mathématiques, l'anglais, l'histoire ou l'espagnol. Je m'étonnais d'une telle préoccupation subite. Il me semblait qu'apprendre à lire à notre peuple, aux pauvres, aux analphabètes, c'était plus important comme mission d'Eglise que de rester dans l'université à enseigner à des gens privilégiés des matières comme celles que j'enseignais.

Je constatais qu'il y avait dans d'autres pays des prêtres à des postes gouvernementaux, et des postes importants, sans que cela fît aucunement problème. Pour donner un cas concret: j'étais en Colombie voici quelques jours et un compagnon jésuite m'a raconté qu'il travaillait au ministère de l'éducation du gouvernement colombien, et qu'il n'avait jamais eu de problème. Alors, en Colombie, on peut être fonctionnaire dans un ministère, mais pas ici?

"J'AI SOUFFERT ET JE SOUFFRE DE ME VOIR PRIVÉ DE LA CÉLÉBRATION DE LA MESSE. J'AI ACCEPTÉ EN PENSANT A CHARLES DE FOUCAULD"

Je dois dire qu'il m'en a beaucoup coûté d'accepter les conditions mises par les évêques pour nous laisser continuer dans nos fonctions en juillet 1981. Il m'est apparu que cet accord était véritablement absurde. On nous autorise à exercer nos responsabilités à titre exceptionnel, en raison des urgences du pays; mais on nous demande en même temps de renoncer volontairement à tout exercice du sacerdoce, à la célébration de tout sacrement y compris la messe, que ce soit en public ou en privé, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas là d'une sanction. Cela ne me semble guère canonique, ni pastoral, ni évangélique, ni chrétien, ni même humain. On nous dit que c'est par souci pastoral qu'on nous demande cela; par désir de nous voir reprendre un ministère pastoral. En réalité une telle privation ne peut que nous conduire à nous en écarter davantage. Voilà plus d'une année que nous sommes éloignés de tout ministère directement pastoral, directement sacerdotal, parce que nous avons respecté nos engagements. Nous ne pouvons le ressentir que comme une privation. Puisque nous n'avons commis aucune faute, étant donné qu'on nous autorise à demeurer à nos postes, pourquoi nous demande-t-on de nous imposer nous-mêmes ce type de peine, cette sanction de privation? Il a été spécifié que ce n'était pas une sanction mais un renoncement volontaire; mais nous le ressentons en réalité comme une sanction, c'est inévitable.

Je pense que s'il y a une exception à faire de la part de l'Eglise, en raison des urgences pour le peuple, l'exception doit être faite avec générosité, en bénissant les prêtres et en les soutenant pour que leur sensibilité sacerdotale ne s'émousse pas, pour qu'ils ne s'éloignent pas, pour qu'ils ne perdent pas le goût ni l'habitude du ministère sacramentel alors qu'ils s'adonnent à ces tâches d'exception. Si c'est leur bien spirituel qui est recherché et si l'on fait une exception, il faut les aider pastoralement et spirituellement. Comme a fait un évêque qui nous a aussitôt réunis pour nous dire: "Je vais faire retraite avec vous une fois par mois pour que vous puissiez continuer à réfléchir dans la foi et maintenir vivante la flamme de votre sacerdoce". Voilà, je pense, un type de réponse pastorale à notre problème exceptionnel. L'Eglise n'a-t-elle pas toujours demandé que tous les prêtres, même ceux qui pour des raisons diverses ne célèbrent pas la messe en présence d'une communauté, puissent la célébrer avec un minimum de personnes présentes?

Cette privation m'a fait mal. Elle me fait mal. A cause de ce dont je suis privé. Et parce que cela me semble absurde et injuste. Je l'ai cependant accepté de plein gré. Je l'ai accepté en me rappelant ce que j'avais lu de Charles de Foucauld. A l'époque où le droit canonique interdisait la célébration de l'eucharistie sans la présence d'un enfant de chœur, et alors que Charles de Foucauld se trouvait chez les Touaregs du Sahara sans personne pour lui servir la messe, il est resté trois ans sans dire la messe pour assurer une présence évangélique parmi les Touaregs. Il a renoncé pendant trois ans à célébrer la messe. Alors j'ai décidé de faire de même: je vais renoncer comme prêtre à la célébration de tout sacrement pour rester au service du peuple, en étant présent à sa révolution. Je n'avais jamais imaginé en arriver comme prêtre à ce sacrifice pour le peuple. Au contraire, j'avais toujours pensé qu'on me demanderait davantage de services, au titre de mon sacerdoce, dans la révolution.

Charles de Foucauld était absolument seul. Il a dû se priver de ce dont je n'ai pas à me priver, Dieu merci, car je participe à l'eucharistie célébrée par mes frères de la communauté religieuse.

Sur ce point, je dois dire que nous avons eu bien des satisfactions, et inattendues. Nous avons reçu des lettres de très nombreux pays d'Amérique et d'Europe, de la part de chrétiens, de prêtres, de théologiens, de communautés de base, de congrès et d'assemblées chrétiennes. Il y a eu par exemple la lettre du comité directeur de la revue internationale de théologie "Concilium", réuni à Londres à l'époque où nous étions en fin de pourparlers avec les évêques. Plus d'une vingtaine de théologiens de renom mondial ont envoyé une lettre aux évêques pour souligner l'importance de notre présence et de notre travail dans la révolution. Nous nous sommes alors rendu compte que notre présence dans la révolution sandiniste était un signe perçu par de nombreux pays comme celui d'une Eglise présente aux pauvres. Les théologiens demandaient que ce signe demeurât; ils expliquaient que notre présence dans la révolution était pour eux, comme Eglise, une espérance. Cela a été pour nous une grande consolation de recevoir tous ces soutiens. Ici même au Nicaragua, une multitude de textes, de déclarations, d'assemblées et de réunions se sont fait l'écho du désir que nous restions prêtres en travaillant pour le peuple dans la révolution.

- On dit que tu pratiques une obéissance de type jésuite envers le Front sandiniste, que tu obéis aveuglément au parti, mais que tu désobéis à l'autorité de l'Eglise.

- D'abord, il doit être clair que les prêtres ministres et moi-même, nous continuons d'exercer nos fonctions avec l'autorisation de nos évêques après des démarches auprès de Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican. Celui-ci a joué un grand rôle dans l'accord passé à Rome, au moment où les évêques nous ont appelés en juillet 1981 pour nous accorder l'autorisation exceptionnelle dans les conditions définies plus haut. Nous ne sommes donc pas en situation de désobéissance. Cela doit être parfaitement clair.

Dire que nous obéissons aveuglément au parti me semble un peu gros. Mais c'est une bonne occasion d'en parler. Je ne crois pas que, dans le parti, quiconque se respecte puisse dire qu'il pratique l'obéissance aveugle. Et nous encore moins. Une des bases du parti c'est le centralisme démocratique. Pour ce qui nous concerne il est sûr qu'on nous écoute. Je peux révéler qu'en de nombreuses occasions je communique directement avec les dirigeants de la révolution pour leur poser des questions, leur transmettre des préoccupations ou des suggestions. Je suis totalement étranger à toute obéissance aveugle, au sens péjoratif du terme. C'est une chose que je n'ai jamais pratiquée dans la vie religieuse et que personne d'équilibré ne pratique, car ce n'est pas là un acte humain et encore moins chrétien. Ceux qui nous connaissent savent que nous avons toujours été des personnes à l'esprit indépendant et que nous disons toujours ce que nous pensons.

Mais c'est là un sujet plus complexe, plus profond. Je ressens profondément l'appel religieux à l'obéissance de Dieu. Je n'ai jamais fait dans ma vie de sacrifices plus grands pour l'obéissance à Dieu que dans le cadre de la révolution. Jamais autant qu'aujourd'hui, au cours de mes trente années

de vie religieuse, je n'ai mieux compris l'importance de l'obéissance de la foi, qui est l'obéissance à la volonté de Dieu. Mais cette obéissance à Dieu passe par la voix, par le cri du peuple pauvre et souffrant. Je cherche avant tout à obéir à Dieu et je sens que rien ni personne ne pourra m'écarter du chemin de l'obéissance. Je peux dire, sans exagération et sans vanité aucune (car nous avons souvent exposé notre vie et nous sommes donc entraînés), que je ne crains pas la mort, que je n'ai pas peur. Je suis prêt à tout parce que j'obéis à ma conscience qui me demande d'obéir à Dieu dans une fidélité inconditionnelle et permanente à mon peuple, ce peuple qui est encore en proie à la misère, dans un pays qui, en trois ans, n'a pas pu faire de miracles pour passer de la misère au développement, parce qu'il y a tant de besoins, un tel héritage de destruction et de sacage, le blocus, les agressions...

Je tiens à dire clairement qu'en raison de ma foi au Seigneur, en raison de mon obéissance dans la foi au Seigneur auquel je me suis consacré par la vie religieuse et par le sacerdoce, c'est pour moi une obligation de conscience impérative, irrévocable et irréversible, que mon engagement aux côtés du peuple. Pour moi, il est clair que c'est Dieu qui le demande, c'est Dieu qui le veut. Et je suis prêt à mourir pour cela. Rien ni personne ne peut m'en détourner. A mon sens, tout ce qui va à l'encontre de l'engagement aux côtés du peuple va contre la volonté de Dieu, et c'est un péché.

J'ai fait souvent l'expérience que je trahirais Dieu, que je ne ferais pas sa volonté si, au nom de je ne sais quelle loi, j'abandonnais mon peuple, j'abandonnais les pauvres, les étudiants en grève pour leurs camarades se trouvant entre les mains de la Garde. J'en ai encore plus clairement conscience aujourd'hui car ce n'était alors que le début.

- Il y a des gens qui vous accusent d'exercer vos fonctions dans la révolution par vanité, par gloriole, par soif de pouvoir, par profit personnel.

- Devant de telles accusations, je ne vais pas me lancer dans des déclarations grandiloquentes sur l'humilité et le désintéressement. Voyons les faits. Dans la révolution les rémunérations sont modestes. Avec la préparation qui a été la nôtre, nous gagnerions beaucoup plus partout ailleurs. Le pays, le gouvernement, le Front sandiniste ont des difficultés économiques énormes. Quand je travaillais à la Croisade nationale d'alphabétisation je gagnais le maximum de ce qu'on pouvait gagner au service de l'Etat, soit 10.000 córdobas, c'est-à-dire quelque 300 dollars au taux de change autorisé. Actuellement, dans mon travail auprès de la jeunesse, je reçois 3.000 córdobas, une centaine de dollars par mois. Si j'avais accepté d'être vice-ministre j'aurais continué à recevoir 10.000 córdobas. Nous n'avons aucune sécurité sociale. Mais ce n'est pas l'argent le plus important.

Quand on parle à notre propos de gloriole ou de soif du pouvoir, on oublie que nous sommes dans une révolution acculée, encerclée par le gouvernement agressif de l'impérialisme nord-américain, qui ne cache même plus ses manoeuvres clandestines pour détruire la révolution, pour nous détruire aussi, y compris par des attentats éventuels contre nos personnes. C'est cet impérialisme qui soutient, protège, alimente et arme 6.000 gardes somozistes sur la frontière du Honduras avec le Nicaragua; ils font des incursions, s'en prennent aux paysans et aux miliciens, les assassinent; ils lancent à tout moment des opérations militaires; ils sont le fer de lance d'une éventuelle invasion, avec les Honduriens et les Nord-américains par derrière.

Dans le meilleur des cas, ce sont vingt à vingt-cinq années de dur travail qui nous attendent, durant lesquelles les privations seront notre pain quotidien. Cette année, comme si les besoins et les difficultés ne suffisaient pas, il y a eu des inondations qui nous ont fait prendre dix ans de retard dans le redressement économique du pays, avec quarante ponts détruits la disparition de l'humus et les autres destructions qu'elles ont occasionnées. Et après les inondations, la sécheresse...

Qui ose parler de soif du pouvoir, de gloriole ou de profit personnel? Ceux qui connaissent notre réalité dans son objectivité savent que notre révolution est nécessairement austère, qu'elle ne peut qu'exiger de nous des sacrifices et que la seule chose qu'elle nous permet, c'est de servir le peuple sans qu'il y ait place pour la soif de pouvoir, la gloriole et le profit personnel. C'est là l'évidence. Ce n'est pas pareil d'être ministre dans un pays développé ou d'exercer des fonctions à l'intérieur d'un parti de gouvernement dans un pays où le revenu par tête est particulièrement élevé, où le produit national brut s'élève à des milliards de dollars, que d'être ministre dans un pays comme le nôtre. Nous sommes un bien petit pays, particulièrement pauvre et démuné. Nos statistiques sont ridicules de modestie. Et nous devons tenir compte du péril de mort que nous courons, parce que dirigeants d'une révolution sérieusement menacée, objet de déstabilisation de la part de la CIA comme cela a été officiellement admis par de hautes personnalités du gouvernement Reagan. Nous sommes connus, nous vivons dans des maisons ordinaires, nous nous déplaçons sans escorte; n'importe qui peut nous tirer dessus en venant la nuit chez nous et en repartant tranquillement à bicyclette. Pour ces opérations, le gouvernement nord-américain a attribué 19 millions de dollars.

Quant à la soif de pouvoir, je tiens à dire très clairement que nous n'avons pas le pouvoir ni ne le manipulons. Ici, celui qui a le pouvoir c'est le Front sandiniste, avec neuf hommes à sa direction. C'est le pouvoir du peuple pour le peuple; ce n'est pas celui du parti pour le parti. Nous ne faisons que participer au travail et aux efforts pour relever le pays et le reconstruire. Nous ne commandons pas. Nous ne disposons de rien. Nous nous contentons de servir. Cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas respectés ni écoutés. Mais cela devrait inspirer confiance, et non susciter la jalousie ou l'envie, encore moins des accusations qui ne reposent sur rien puisque nous n'avons pas de pouvoir. Parler de pouvoir à propos de prêtres au gouvernement et dans le parti, c'est ne pas connaître la réalité de notre révolution. Je suis membre de l'Assemblée sandiniste, l'organisme de consultation de la Direction nationale de la révolution, mais je n'en retire aucun privilège.

Je voudrais cependant insister un peu plus sur ce point. C'est vrai, sans aucun doute, que nous sommes dans une révolution qui est arrivée au pouvoir et qui, malgré toutes les limitations du pays, est au pouvoir. Pour moi l'essentiel d'une attitude évangélique se résume en deux points que je m'efforce de tenir fermement: craindre les pièges du pouvoir et mettre la moindre parcelle de pouvoir au seul service des pauvres.

(...)

(Reproduit avec l'autorisation des Editions Karthala)

---

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441